

Questions orales

ont été perdus à la compagnie Ballin Inc. à Saint-Laurent, dont un contremaître et un vice-président ont été blessés par un employé qui a appris son congédiement.

Ma question au premier ministre est très simple: Quand va-t-il, lui et son gouvernement, annoncer des politiques économiques pour arrêter cette hémorragie de chômeurs à Montréal? Montréal est devenue la capitale des chômeurs. Quand va-t-il faire quelque chose?

L'hon. Jean Corbeil (ministre du Travail et ministre d'État (Transports)): Monsieur le Président, au nom du ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie, il me fait plaisir de répondre au député de Saint-Léonard. En ce qui concerne la General Motors, il prétend qu'il y a eu congédiement de 1 800 employés; la réalité est plutôt que les autorités de la General Motors ont annoncé qu'ils songeaient à mettre à pied temporairement des employés pour préparer la nouvelle ligne de production des *Firebird*, ce qui requiert une période de temps importante. Dans ce cas précis, monsieur le Président, le député de Saint-Léonard sait sans doute que notre gouvernement a été, avec le gouvernement du Québec, responsable de la venue, de l'implantation de la General Motors à cet endroit par la participation de 220 000 000 \$ d'un prêt sans intérêt, et que les employés qui seront affectés par les mises à pied actuelles verront leurs salaires protégés dans la proportion de 95 p. 100, monsieur le Président.

M. Alfonso Gagliano (Saint-Léonard): Monsieur le Président, voilà justement le résultat de ces politiques économiques du gouvernement. Après avoir investi plus de 200 millions de dollars, on se retrouve avec 1 800 employés au chômage pendant un an. Voilà les politiques économiques du gouvernement! Quand allez-vous proposer des politiques qui vont mettre au travail les Montréalais, les Québécois, les Canadiens?

L'hon. Jean Corbeil (ministre du Travail et ministre d'État (Transports)): Monsieur le Président, au nom du ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie, je dois de nouveau rappeler à l'honorable député de Saint-Léonard qu'il est drôlement mal placé pour donner des leçons au gouvernement, alors que son parti a enregistré le record de tous les temps en pertes d'emploi dans la région de Montréal, de 1980 à 1984. Au moment où ils ont quitté le pouvoir, heureusement, en 1984, l'île de Montréal avait été assassinée par ce gouvernement qui n'a absolument rien fait pour l'île de Montréal durant tout le temps qu'ils étaient là.

[Traduction]

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

L'hon. Roy MacLaren (Etobicoke-Nord): Le ministre des Finances étant absent, monsieur le Président, c'est au premier ministre que je m'adresse.

Le gouvernement a cherché à justifier sa décision de substituer la TPS à la taxe sur les ventes des fabricants en alléguant que cette taxe permettrait d'accroître nos exportations. Or, aujourd'hui, Statistique Canada a annoncé qu'au cours du mois de janvier, nos importations ont augmenté de plus de 500 millions de dollars, alors que nos exportations ont baissé de plus de 300 millions de dollars.

Si la TPS devait venir en aide à nos exportateurs, pourquoi Statistique Canada en est-elle venue à la conclusion que la nouvelle taxe aurait pour effet net de hausser les importations et non pas les exportations?

L'hon. John C. Crosbie (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, le député qui vient de poser cette question étant l'une des lumières de l'opposition, je me sens pris de désespoir quand je l'entends poser une question pareille, alors qu'il sait très bien qu'on ne saurait se fier aux résultats à court terme obtenus à la fin d'un mois seulement. On doit examiner les résultats obtenus au bout d'au moins cinq ou six mois afin d'identifier les tendances.

La fin de l'année venue, croyez-moi, la TPS aura plus que fait ses preuves en accroissant considérablement le volume de nos exportations. Le député sait pertinemment qu'on ne peut tout simplement pas se fier aux résultats obtenus au bout d'un mois seulement.

L'hon. Roy MacLaren (Etobicoke-Nord): Au lieu de tant se soucier de ce que je peux dire, monsieur le Président, le ministre voudra peut-être prendre connaissance des conclusions de Statistique Canada. Le fait demeure que le succès du récent budget dépendra en grande partie de la croissance résultant de l'accroissement des exportations; pourtant, si l'on doit se fier aux chiffres les plus récents concernant le commerce extérieur, c'est tout à fait le contraire qui se produit. Cela résulte directement du refus du gouvernement de dévaluer le dollar canadien et de combler le fossé entre les taux d'intérêt canadiens et les taux d'intérêt américains.

Comment le ministre des Finances peut-il espérer une croissance fondée sur l'accroissement des exportations quand il persiste dans une politique très peu de nature à combler le fossé entre les taux d'intérêt canadiens et les taux d'intérêt américains?

L'hon. John C. Crosbie (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, les financiers étrangers voient le Canada d'un oeil favorable et souhaitent inves-